



Une voix forte pour le développement international

Rapport annuel 2010-2011



Une voix forte au Canada pour éliminer la pauvreté dans le monde

Message de la présidente du Conseil d'administration et du président-directeur général

En 2010, fort du soutien de ses membres, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) a pris une nouvelle direction. Il aborde 2011 avec un mandat et une orientation renouvelés.

Des coupures radicales au financement du Conseil et la brusque fin d'un partenariat de 40 ans avec l'Agence canadienne du développement international ont mené à une réduction dramatique de la taille de l'équipe, à la perte d'employés compétents et la fin de programmes importants.

Les membres se sont ralliés à la cause, mettant sur pied un groupe de visionnement composé de membres du CCCI et du Conseil d'administration, d'alliés et d'employés pour réfléchir aux priorités essentielles du Conseil. Au bout de dix mois, ce groupe a élaboré un plan pour repenser, restructurer et renouveler le Conseil. Ce plan propose une orientation claire, axée sur l'efficacité du développement et de l'aide, sur un engagement à maintenir le *Code d'éthique et de normes de fonctionnement*, sur un soutien accru des membres et l'établissement d'un plan financier viable pour le Conseil. Par-dessus tout, les membres ont exprimé la nécessité pour le Conseil de demeurer une voix publique indépendante et reconnue, affirmant le rôle du Canada dans l'élimination de la pauvreté et de l'injustice dans le monde.

Les organisations de la société civile œuvrant en développement international font face à des défis tant au Canada qu'à l'étranger, avec l'affaiblissement de l'engagement budgétaire des États donateurs en matière d'aide, l'approfondissement des crises économiques, climatiques et alimentaires et le besoin d'une affirmation du rôle des citoyens et des mouvements sociaux dans un développement humain viable.

Le Conseil poursuivra ses activités de recherche et d'analyse en matière d'efficacité du développement, incluant l'application au Canada de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*. Le Conseil travaillera également avec ses membres pour mettre en œuvre des programmes de promotion des *Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement des OSC* et son *Code d'éthique et normes de fonctionnement* pour le secteur. Le CCCI demeurera guidé dans son action par le *Programme en 10 points pour éliminer la pauvreté et l'injustice dans le monde*.

Pour réussir, le Conseil devra trouver de nouvelles manières de fonctionner, et ses membres ont répondu à l'appel.

Le CCCI conservera son rôle crucial de rassembleur des membres pour discuter des importantes questions de politiques et de développement, par l'entremise du Groupe d'orientation politique pour les Amériques, du Forum Afrique-Canada et du Groupe de

travail de l'Asie-Pacifique. De nouvelles structures telles que le Comité consultatif sur les politiques aideront le CCCI à prioriser ses initiatives de recherche sur les politiques alors qu'il comptera de plus en plus sur ses membres et sur les coalitions d'OSC pour orienter le travail de plaidoyer et d'analyse politique.

La dernière année a très clairement montré que le Conseil demeure un acteur efficace en matière de politiques, même dans des circonstances difficiles. Les pages suivantes décrivent nos principaux accomplissements dans l'application du *Programme en 10 points pour éliminer la pauvreté et l'injustice dans le monde*, soit :

- Un travail effectué de concert avec des réseaux internationaux pour élaborer (à l'ONU) une ébauche de nouvelles lignes directrices pour les États pour évaluer l'impact des accords de commerce et d'investissement sur les droits de la personne.
- Un leadership soutenu dans l'évaluation de l'application au Canada de la législation sur l'aide internationale – la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*.
- Un plaidoyer sur la nécessité de rebâtir la confiance dans des normes transparentes et publiques, suivant la décision controversée de l'ACDI de ne pas financer KAIROS. La proposition du CCCI pour une « Nouvelle donne » pour les groupes de la société civile (faisant la promotion d'un secteur professionnel, transparent et redevable fondé sur des valeurs partagées) a obtenu un large soutien de la part des parlementaires canadiens.
- Un rôle de leader mondial dans son travail avec des OSC, des donateurs et des gouvernements bénéficiaires pour obtenir une entente sur des politiques visant à établir un environnement favorable à la contribution de la société civile au développement. Le CCCI espère que ces principes, conformes aux *Principes d'Istanbul* du Forum ouvert, seront à l'ordre du jour lors du Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra en novembre 2011 à Busan, en Corée.

Le Conseil a également géré efficacement les coûts de restructuration pour terminer la dernière année avec un budget équilibré et une réserve conséquente.

À l'avenir, le Conseil poursuivra son travail essentiel pour faire progresser le Canada dans son action pour éliminer la pauvreté dans le monde.

Karen Takacs
Présidente du Conseil
d'administration

Gerry Barr
Président - directeur général

Une voix distincte pour le secteur

L'hebdomadaire d'Ottawa *Embassy Magazine* décrivait le CCCI l'an dernier en ces termes : « un représentant passionné des questions d'efficacité et de responsabilité en matière de développement international ».

Le manque de transparence du gouvernement à propos des décisions et des normes de financement et ses attaques directes contre la réputation d'organisations reconnues de la société civile canadienne ont créé un contexte d'inquiétude généralisée. Le CCCI a réagi dans les médias et auprès du public en soulignant le rôle essentiel des OSC canadiennes comme acteurs du développement international et contributeurs au discours public sur le rôle du Canada dans le monde.

Au niveau mondial, le CCCI a joué un rôle de leader auprès des OSC, des donateurs et des gouvernements bénéficiaires pour trouver un terrain d'entente sur les politiques visant à créer un environnement favorable conforme aux normes énoncées dans les *Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement pour les OSC*. Le CCCI travaille également internationalement en tant qu'OSC participante pour obtenir des résultats tangibles lors du Quatrième forum de haut niveau sur l'Efficacité de l'aide à Busan en novembre 2011. Il cherche à obtenir l'engagement des donateurs et des gouvernements à adopter une approche du développement fondée sur les droits de la personne.

Aux côtés de ses membres, à l'approche des sommets du G8 et du G20 à Toronto, le CCCI a pris position en faveur d'un programme pour mettre fin à la pauvreté et l'injustice dans le monde. Le CCCI a demandé au G8 et au G20 de s'engager à adopter un processus de prise de décision démocratique plus ouverte en améliorant la transparence et la responsabilité, l'engagement auprès de la société civile, l'inclusion des perspectives africaines et des pays les moins développés et en établissant de meilleurs liens avec les processus de prise de décision à l'ONU.

La performance et la qualité de l'aide internationale ont été des questions-clés pour le CCCI cette année. Le second rapport du gouvernement sur la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* en novembre n'a pas fourni une information complète sur la qualité de l'aide publique au développement conformément à l'esprit et l'intention de la Loi. Le gouvernement a continué à geler l'aide publique au développement, entraînant pour l'avenir un déclin de la performance de l'aide canadienne, déjà 18^e sur 23 pays donateurs. En mars 2011, le CCCI a proposé une nouvelle entente entre la société civile canadienne et l'ACDI pour encourager le professionnalisme, la transparence et la responsabilité du secteur en se basant sur des valeurs et des principes communs. Cette proposition a obtenu un large appui de la part des parlementaires canadiens.

Le CCCI a travaillé avec d'autres organisations de la société civile pour attirer l'attention sur les occasions manquées dans le Budget fédéral 2011 au chapitre des priorités internationales du Canada. En effet, celui-ci prévoyait le gel de l'aide internationale et peu d'action pour financer l'adaptation aux changements climatiques en comparaison à l'accroissement constant des dépenses militaires. Le CCCI a réclamé un budget qui soit plus en phase avec les valeurs et la vision du rôle du Canada dans le monde.

Le CCCI a aussi demandé que le Canada joue un rôle plus actif dans la promotion et la protection des droits de la personne. Le Conseil a réclamé la mise en place d'un mécanisme contraignant de reddition de comptes pour l'industrie minière canadienne et une révision de l'approche du Canada au chapitre du commerce international et des accords d'investissement. Le CCCI a proposé des mesures concrètes pour assurer que de tels accords offrent un meilleur appui aux stratégies de développement locales et permettent aux gouvernements de prendre des mesures en faveur des droits de la personne et de l'environnement.

Dans les médias

La première partie des activités médiatiques de 2010-2011 a été principalement axée sur la réaction aux coupures qu'a subies le CCCI. Pourtant, après sa restructuration, le Conseil est demeuré bien présent dans les nouvelles sur des sujets comme :

- Les modifications apportées au Programme de partenariats avec les Canadiens de l'ACDI.
- La nécessité de rétablir la confiance entre le secteur et l'ACDI après les révélations sur le financement et la controverse à propos des décisions de la ministre Bev Oda.
- Les préoccupations que soulevaient les priorités internationales du Budget fédéral 2011.
- Le large appui des députés fédéraux pour la proposition de « Nouvelle donne » entre le secteur et l'ACDI.
- Le lancement de la *Plateforme électorale du CCCI pour mettre fin à la pauvreté et l'injustice dans le monde*.

Site web

Le site web a été revu pour refléter la nouvelle structure du CCCI. Sans modifications majeures au site qui avait récemment connu une refonte, un effort a été fait pour rendre l'information plus facilement accessible, mieux représentative des intérêts des membres et plus interactive avec les médias sociaux.



Analyse efficace

Études d'impact sur les droits de la personne liés au commerce

Compte tenu de l'intérêt exprimé par les OSC canadiennes, les parlementaires et le public pour la tenue d'études d'impact sur les droits de la personne pour les accords liés aux investissements et au commerce, le CCCI a participé à l'organisation d'un séminaire d'experts sur cette question avec des réseaux mondiaux. La rencontre s'est tenue à Genève, à l'instigation d'Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Elle visait à permettre de mieux comprendre les implications et les exigences de telles études pour les États. Suivant le séminaire, le Rapporteur spécial a soumis une ébauche de lignes directrices pour les États au Conseil des droits de l'homme et aux instances des Nations Unies traitant des droits de la personne. Le CCCI a également réuni un groupe consultatif d'experts pour conseiller le gouvernement canadien dans sa planification pour répondre aux nouvelles exigences annuelles de reddition de comptes sur les effets sur les droits de la personne de l'accord de libre échange Canada-Colombie.

Réseau *Reality of Aid*

En tant que membre de longue-date du Comité directeur du réseau mondial d'OSC *Reality of Aid*, le CCCI a lancé en septembre 2010 le rapport mondial *Reality of Aid 2010*, en collaboration avec l'École de développement international et de mondialisation de l'Université d'Ottawa. Ce rapport comprenait des chapitres rédigés par le CCCI sur l'approche de l'aide internationale basée sur les droits de la personne et sur les tendances récentes dans les pratiques de l'aide internationale. Le rapport réunissait les perspectives analytiques des OSC du nord et du sud à propos des implications en matière de droits de la personne, de justice sociale et de démocratie pour l'efficacité du développement et de l'aide.

Étude sur les coalitions stratégiques d'OSC canadiennes

Étant donné le nouveau rôle majeur des coalitions stratégiques d'OSC canadiennes pour le travail du CCCI tel qu'indiqué dans le nouvel énoncé de vision du Conseil, celui-ci a entrepris une cartographie des coalitions. Cette étude étaye un processus de réflexion et de discussion stratégique à propos des questions dont traitent les coalitions et leur capacité de travail en lien avec les sujets abordés dans le *Programme en 10 points*. L'étude analyse la valeur ajoutée des coalitions canadiennes, relève les occasions et les défis transversaux qui se présentent à elles, examine les chevauchements et les lacunes de leurs programmes et met en lumière les conséquences de tout ceci pour le CCCI.

Plateforme électorale 2011

Alors que les partis politiques mettaient en route leur campagne électorale, le CCCI a lancé sa *Plateforme électorale pour éliminer la pauvreté et l'injustice dans le monde*. Basée sur le *Programme en 10 points*, la plateforme énumérait les préoccupations et les recommandations principales pour s'assurer du maintien du rôle de leader du Canada dans le monde.

Analyse de l'aide internationale dans le Budget fédéral

En vue du Budget fédéral 2011, le CCCI a préparé une analyse pré-budgétaire et une fiche d'information résumant les choix à venir pour l'aide internationale dans le Budget ainsi que les attentes et les préoccupations du secteur. À la suite du dépôt du Budget, le CCCI a préparé une analyse de ses implications pour l'aide publique au développement canadienne et une série de messages et d'interventions dans les médias à propos des priorités canadiennes dans ce domaine.

Travail avec les coalitions

Cette année, le CCCI a formé un nouveau Groupe consultatif d'orientation politique réunissant des membres et des alliés possédant une expérience variée. Le Groupe offre un lieu de discussion pour aborder les occasions stratégiques pour le CCCI en matière d'analyses politiques touchant au *Programme en 10 points*. Le Comité permettra également aux membres de contribuer aux priorités politiques du Conseil.

Le CCCI a travaillé avec les coalitions suivantes :

- Abolissons la pauvreté Canada
- Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation
- Coalition canadienne pour le climat et le développement
- Coalition internationale de surveillance des libertés civiles
- Commons Frontiers
- Global Treatment Access Group
- Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire
- Groupe de travail informel sur les droits des femmes
- Initiative d'Halifax
- Paix durable
- Policy Action Group on Emergency Response
- Réseau action-climat
- Réseau canadien d'action sur les biotechnologies
- Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises
- Trade and Investment Research Project
- Voix
- Working Group on Canadian Science and Technology Policy

Éthique

Considérant les ressources limitées du Secrétariat à court terme, les membres du CCCI lui ont recommandé de concentrer ses efforts en éthique sur l'évaluation de la conformité des membres avec le *Code d'éthique et normes de fonctionnement* et de suspendre son travail d'éducation et de développement de ressources en appui au programme d'éthique. Le Comité de l'adhésion du Conseil d'administration a reçu le mandat de superviser l'évaluation de la conformité des membres avec le *Code* et les normes. Tenant compte de ces changements ainsi que du contexte international du Forum ouvert et des *Principes d'Istanbul*, une révision du système d'évaluation est en cours afin d'identifier des manières d'appuyer les pratiques conformes à l'éthique chez les membres.

Réseautage

Le CCCI continue à réunir trois groupes de travail géographiques :

Groupe d'orientation politique des Amériques (GOPA)

Le GOPA a poursuivi la promotion d'une approche basée sur les droits de la personne dans la politique étrangère canadienne pour les Amériques. En avril 2010, le GOPA a publié un rapport intitulé *Honduras: Atteinte à la démocratie* analysant les problèmes principaux causés par le coup d'état de 2009 au Honduras et réclamant un plus grand rôle du Canada en appui à la démocratie et aux droits de la personne. En cours d'année, le GOPA a également organisé plusieurs audiences sur le Honduras au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Celles-ci avaient pour but d'analyser le rôle du Canada pendant la crise et d'entendre le témoignage d'experts des droits de la personne et de représentants de la société civile hondurienne.

Dans un contexte d'intenses activités commerciales entre le Canada et les Amériques, le GOPA a réclamé la mise en place de modèles commerciaux plus transparents, démocratiques et respectueux des droits de la personne. Il demandait la tenue d'études indépendantes d'impact sur les droits de la personne avant la conclusion d'ententes liées au commerce et à l'investissement, comme dans le cas du Honduras. Le GOPA a continué à impliquer ses homologues colombiens et à surveiller l'engagement du Canada à soumettre un rapport annuel sur l'impact sur les droits de la personne de l'entente commerciale avec la Colombie. Par le biais d'activités comme des sessions de formation, le GOPA a également étudié les causes de problèmes souvent catégorisés comme relevant de la sécurité – tels que le trafic de la drogue, les migrations et la violence des gangs de rue – mais qui sont fondamentalement liés aux inégalités sociales. Cette année, le GOPA a tenu trois réunions avec ses membres à Toronto et à Ottawa.

Groupe de travail sur l'Asie-Pacifique (GTAP)

Le GTAP s'est concentré sur les questions touchant la sécurité foncière et alimentaire, le commerce, les investissements et la Banque de développement asiatique. Le GTAP a organisé son symposium annuel en avril 2010 sur *Le droit à la terre et à l'alimentation : investissements agricoles, sécurité alimentaire et programme canadien en Asie-*

Pacifique. Au cours de cet événement, sept conférenciers ont abordé les questions de l'accès à la terre, de l'acquisition massive de terres, de la réforme agraire et de la sécurité alimentaire en Asie. L'intérêt soulevé par les questions touchant à la terre pendant cet événement a incité le coordonnateur à entreprendre une étude documentaire sur l'état des politiques canadiennes touchant les biocarburants et les investissements fonciers ainsi que leur impact sur la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique. Le GTAP a également entrepris une recherche préliminaire pour fournir une analyse préparatoire sur les négociations en matière de commerce et d'investissement entre le Canada et la région Asie-Pacifique. Pendant l'été et l'automne, les membres du GTAP ont participé à des consultations organisées à l'ACDI sur la révision de la Politique de communication publique de la Banque de développement asiatique et ses mécanismes de reddition de comptes. Des rencontres régionales du GTAP se sont également tenues à Toronto et Montréal pour réfléchir aux activités à venir du Groupe de travail.

Forum Afrique-Canada (FAC)

Le FAC a participé aux événements organisés par la société civile lors des sommets du G8 et du G20 en juin. Il a souligné l'importance de la place de l'Afrique dans la plateforme de la Coalition de la société civile du G8/G20 et organisé une délégation pour la réunion de haut niveau du Forum pour le partenariat avec l'Afrique.

Le colloque annuel du FAC, *Enjeux de paix et de sécurité en Afrique: un programme de la société civile en faveur de la démocratisation*, portait sur la complexité de promouvoir une paix durable, en particulier dans la région des grands lacs et du Soudan. Le colloque a touché particulièrement aux questions des conflits liés aux ressources extractives, aux droits des femmes et à la violence sexuelle. Il a également permis de réfléchir à l'établissement de partenariats basés sur les *Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement des OSC*. Le FAC a publié deux notes d'information sur la situation dans la République démocratique du Congo et sur le *Plan d'action du Canada pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité*.

Réseau E. P.

Lancé par le CCCI en 2010, le Réseau E. P. est un réseau social qui permet aux professionnels de l'engagement du public de tisser des liens et de partager de l'information et leurs connaissances. En 2010-2011, le Réseau E. P. connu une forte croissance avec plus de 400 adhérents. Les participants ont eu accès à des webinaires de renforcement des capacités portant sur des questions d'ordre pratique comme l'engagement des jeunes et de la diaspora, le commerce équitable, le nouveau mode de fonctionnement de l'ACDI, et le développement d'outils pour les organismes de charité.

Pendant l'année, le CCCI a transféré le leadership du Réseau à trois conseils provinciaux : le Conseil ontarien pour la coopération internationale, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et le Manitoba Council for International Cooperation. Le CCCI reste impliqué au niveau technique et comme fournisseur de contenu. D'autres conseils provinciaux seront appelés à contribuer à l'avenir. Pour plus de détails, visitez : www.pehub-reseauep.ca



Bilan au 31 mars 2011

		2011	2010
Actif	Actif à court terme	\$	\$
	Encaisse	626 898	185 772
	Placements à court terme	216 684	488 914
	Avances aux coalitions et autres recevables	61 921	24 223
	Montants à recevoir pour projets		132 120
	Frais payés d'avance	25 671	32 322
		931 174	863 351
	Immobilisations	32 031	1 170 634
		963 205	2 033 985
	Passif	Passif à court terme	
Fournisseurs et charges à payer		197 155	325 680
Apports reportés		102 813	94 964
Versements sur la dette à long terme			38 640
		299 968	459 284
Dette à long terme			695 948
	299 968	1 155 232	
Actifs nets	Fonds Betty Plewes	4 666	19 606
	Investi dans les immobilisations	32 031	436 046
	Surplus non affecté	626 540	423 101
		663 237	878 753
	963 205	2 033 985	

Recettes et dépenses

Recettes	Agence canadienne de développement international - Programme principal	450 849	1 682 335
	Cotisations des membres	309 229	303 130
	Projets - CCCI	234 082	515 609
	Autres recettes et intérêts	265 202	42 393
	Honoraires de gestion	21 185	68 934
	Loyers recouvrés	16 902	24 101
	Fonds de transition	250 248	
	Gain sur la cession d'immobilisations	138 400	
		1 686 097	2 636 502
	Dépenses par programme	Communications	105 812
Soutien aux activités		333 291	483 561
Dialogue sur les politiques		389 994	695 794
Développement organisationnel		87 391	242 226
Direction générale		170 996	243 866
Direction des programmes		154 367	206 336
Conseil d'administration et comités		79 724	86 034
Formation juridique pour les organismes de bienfaisance			202 402
		1 321 575	2 568 654
Excédent des recettes sur les dépenses résultant des opérations courantes		364 522	67 848
Frais de déménagement et d'indemnité spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté		565 098	328 126
Insuffisance des recettes sur les dépenses avant la bourse du fonds Betty Plewes		(200 576)	(260 278)
Bourse du fonds Betty Plewes, net des intérêts gagnés		(14 940)	135
Insuffisance des recettes sur les dépenses	(215 516)	(260 143)	

Le bilan est tiré des États financiers du CCCI

Conseil d'administration 2010-2011

Karen Takacs (présidente)
Carrefour canadien international

June Webber (vice-présidente)
Association des infirmières et infirmiers du Canada

Jim Cornelius (trésorier)
Banque canadienne de gains

Jennifer Sloom (membre de droit)
Conseil atlantique pour la coopération internationale

Shams Alibhai
British Columbia Council for International Cooperation

Julia Anderson
Jamaican Self Help Organization

Annie Game
Canadian Journalists for Free Expression

Gervais L'Heureux
Association québécoise des organismes de coopération internationale

Barbara Lloyd
Église Unie du Canada

Heather McPherson
Alberta Council for Global Cooperation

Rita Morbia
Inter Pares

Ruth Schneider
CUSO-VSO

Barbara Wood
CoDevelopment Canada

Thierry Zomahoun
Impact First International

Personnel du CCCI

Équipe de gestion

Gerry Barr, président-directeur général
Esperanza Moreno, directrice générale adjointe
Ann Simpson, agente de programme – Gestion de programme (jusqu'en juillet 2010)
Anna Campos, adjointe exécutive/gestionnaire du bureau (depuis juillet 2010)
Maria Desjardins, adjointe exécutive (jusqu'en juillet 2010)
France Joncas, adjointe administrative (jusqu'en mai 2010)
Denise Lacroix, secrétaire-réceptionniste (jusqu'en mai 2010)

Équipe politique

Gauri Sreenivasan, coordonnatrice – Politique
Brian Tomlinson, agent de programme – Aide au développement
Fraser Reilly-King, agent de programme – Aide au développement et coopération internationale (depuis février 2011)
Denis Côté, agent de programme – Groupe de travail Asie-Pacifique
Anne Duhamel, agente de programme – Groupe d'orientation politique pour les Amériques (depuis octobre 2010)
Sylvie Perras, agente de programme – Forum Afrique Canada
Fiona Meyer-Cook, agente de programme – Groupe d'orientation politique pour les Amériques (jusqu'en mai 2010)
Surendrini Wijeyaratne, agente de programme – Questions de paix et de conflit (jusqu'en mai 2010)

Équipe développement organisationnel

Anne Buchanan, coordonnatrice – Éthique (jusqu'en septembre 2010)
Michael Stephens, agent de programme – Engagement du public et renforcement des capacités (jusqu'en juillet 2010)
Calla Barnett, adjointe administrative (jusqu'en juillet 2010)

Équipe communication

François Demers, agent de communication, de plaidoyer et de relations avec les membres (depuis octobre 2010)
Patrick Leclerc, coordonnateur – communications stratégiques (jusqu'en mai 2010)
Katia Gianneschi, agente – Affaires publiques (Relations avec les médias) (jusqu'en juillet 2010)
Marie-Claude Morazin, traductrice-révisure (jusqu'en juillet 2010)
Joanne Vézina, agente de communication (jusqu'en juillet 2010)

Services organisationnels

André Vaillant, directeur des Finances (bénévole)
Shelley Druce, spécialiste des Ressources humaines (jusqu'en juillet 2010)
Pierre Laflamme, agent – systèmes informatiques (jusqu'en juillet 2010)
Angela Peck, comptable (jusqu'en juillet 2010)



Une voix forte pour le développement international

Membres du CCCI

Action Canada pour la population et le développement
Agence de développement et de secours adventiste Canada
Aide à l'enfance Canada
Alberta Council for Global Cooperation
Amnistie internationale
Association de la banque canadienne de grains inc.
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des médecins pour la survie mondiale (Canada)
Association québécoise des organismes de coopération internationale
British Columbia Council for International Co-operation
Canadian Co-operative Association
Canadian Lutheran World Relief
Canadian Network for International Surgery (The)
Canadian Physicians for Aid and Relief (CPAR)
Canadian Rotary Collaboration for International Development
CARE Canada
Carrefour canadien international
Centre d'études et de coopération internationale
Centre for International Studies
CHF partners in rural development
Christian Reformed World Relief Committee of Canada
Coady International Institute
Coalition interagence sida et développement
CoDevelopment Canada
Collaboration santé international
Congrès du travail du Canada
Conseil atlantique pour la coopération internationale
Conseil des Canadiens avec déficiences
Conseil ontarien pour la coopération internationale
Cooper Institute
Croix-Rouge canadienne
CUSO – VSO
Église unie du Canada
Entraide universitaire mondiale du Canada
Equitas - Centre international d'éducation aux droits humains
ETC Group
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne pour la santé sexuelle
Fédération mondiale de l'hémophilie
Fondation Aga Khan Canada
Fondation frontière inc.
Fonds chrétien de l'enfant – Canada
Fonds de justice sociale – AFPC
Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial
Fonds humanitaire des métaux

Fonds humanitaire du syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier
Le fonds de justice sociale de TCA
Habitat pour l'humanité Canada
Horizons d'amitié
The Hunger Project
IDRF (International Development and Relief Foundation)
Impact First International
Inter Pares
Jamaican Self-Help Organization
Jeunesse Canada Monde
Journalistes canadiens pour la liberté d'expression
KAIROS - Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
Manitoba Council for International Cooperation
Marquis Project (The)
Mennonite Central Committee (Canada) - Ottawa
Mines alerte
Mouvement fédéraliste mondial (Canada)
Nelson Mandela - Fonds pour les enfants (Canada)
Northern Youth Abroad
Œuvre Léger
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
OXFAM-Canada
OXFAM-Québec
Pacific Peoples' Partnership
Plan International Canada
Presbyterian World Service and Development
Project Ploughshares
Queen's Project on International Development
Radios Rurales Internationales
Résultats Canada
Saskatchewan Council for International Co-operation
Secours Quaker canadien
Service d'assistance canadienne aux organismes – SACO
Société canadienne pour nourrir les enfants
Société canadienne de santé internationale
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes
Terre Sans Frontières
The Sharing Way
USC Canada
Vision mondiale Canada
Victoria International Development Education Association
World Literacy of Canada
World Relief Canada
YMCA Canada

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien oeuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

Le CCCI remercie ses membres et le Programme de Partenariats canadiens du Centre de recherches pour le développement international pour leur soutien financier. Les points de vue exprimés ici sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux des bailleurs de fonds.

450 rue Rideau, salle 200, Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
613-241-7007 (téléphone) / 613-241-5302 (télécopieur)
www.ccic.ca